

Longueuil, le 24 mai 2009

Sujet: Lettre à Pierre-Karl Péladeau au sujet de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Monsieur Pierre-Karl Péladeau,

J'ai lu avec intérêt l'article de monsieur Alain Dubuc dans la Presse ainsi que la réponse que vous lui adressez en regard des investissements de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dans votre entreprise, pour soutenir l'achat de Vidéotron.

Vous avancez que cet investissement est rentable pour le Québec, car il a permis de conserver le siège social de cette entreprise au Québec avec les milliers d'emplois qui en découlent. La question n'est pas uniquement là.

La Caisse a investi à perte dans votre entreprise, elle n'a pas encore récupéré l'argent de sa mise au début des années 2000. Bien plus à cause de cet investissement coûteux, les propriétaires de ces fonds ont aussi perdu les rendements auxquels ils étaient en droit de s'attendre depuis lors. Si nous voulons évaluer la valeur réelle de ce placement, il faut aussi tenir compte du rendement moyen qu'a obtenu la CDPQ sur ses autres fonds, durant la même période, et l'appliquer aux sommes qui furent investies chez vous.

Je veux bien que le gouvernement soutienne des entreprises pour le maintien de sièges sociaux au Québec. Cette mission n'appartient pas à la CDPQ, elle appartient à la Société générale de financement. Si la SGF a besoin de fonds, elle pourrait les emprunter à la CDPQ au taux courant du marché, sans plus.

Lorsque la CDPQ perd de l'argent, ce sont les déposants de la CDPQ qui écopent. Ces déposants sont les cotisants au Régime des rentes du Québec (RRQ), les cotisants au Régime des rentes des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), les assurés de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), le Régime de retraite des employés de la construction, le Fonds de la santé et de la sécurité au travail et le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE).

En aucun cas, ces fonds n'appartiennent au gouvernement, ce sont des fonds autonomes, point à la ligne. La priorité des investissements de la CDPQ doit être la pérennité des fonds qui lui sont confiés. Les investissements de la Caisse ne doivent pas être téléguidés par loi ou directives du gouvernement.

Salutations,

Rodrigue Dubé,
Longueuil